

COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES
GENERAL SECRETARIAT

PRESS RELEASE

9480/90 (Presse 165)

Special Council meeting

AGRICULTURE

- with the participation of the Ministers for Foreign Trade -
Luxembourg, 26 and 27 October 1990

Presidents:

Mr Vito SACCOMANDI

Minister for Agriculture
of the Italian Republic

Mr Renato RUGGIERO

Minister for Foreign Trade
of the Italian Republic

26/27.X.90

col/DJM/mn

The Governments of the Member States and the Commission of the European Communities were represented as follows:

Belgium:

Mr Paul de KEERSMAEKER State Secretary for European Affairs
and Agriculture

Mr Robert URBAIN Minister for Foreign Trade

Denmark:

Mr Laurits TOERNAES Minister for Agriculture

Mr Flemming HEDEGAARD Head of Department, Ministry
for Foreign Affairs

Germany:

Mr Ignaz KIECHLE Federal Minister for Food,
Agriculture and Forestry

Mr Walter KITTEL State Secretary,
Federal Ministry of Food, Agriculture
and Forestry

Mr Otto SCHLECHT State Secretary, Federal Ministry
of Economic Affairs

Greece:

Mr Michaelis PAPACONSTANTINOU Minister for Agriculture

Mr G. THEOPHANOUS Secretary-General, Ministry of Trade

Spain:

Mr Carlos ROMERO HERRERA Minister for Agriculture

Mr Jaime COMENGE State Secretary for Trade

France:

Mr Louis MERMAZ Minister for Agriculture

Mr Jean-Marie RAUSCH Minister for Foreign Trade

Ireland:

Mr Michael O'KENNEDY Minister for Agriculture and Food

Mr Desmond J. O'MALLEY Minister for Industry and Commerce

Italy:

Mr Vito SACCOMANDI	Minister for Agriculture
Mr Renato RUGGIERO	Minister for Foreign Trade
Mr Francesco CIMINO	State Secretary for Agriculture and Forestry

Luxembourg:

Mr René STEICHEN	Minister for Agriculture and Viticulture
Mr Georges WOHLFART	State Secretary for Foreign Affairs and Foreign Trade

Netherlands:

Mr Piet BUKMAN	Minister for Agriculture, Nature Conservation and Fisheries
Mrs Yvonne van ROOY	State Secretary for Economic Affairs

Portugal:

Mr Arlindo CUNHA	Minister for Agriculture, Fisheries and Food
Mr Carlos GOMES ALMEIDA	Director-General, Foreign Trade

United Kingdom:

Mr John Selwyn GUMMER	Minister of Agriculture, Fisheries and Food
Mr Tim SAINSBURY	Minister of State, Department of Trade and Industry (Minister for Trade) Agriculture

°

°

°

Commission:

Mr Frans H.J.J. ANDRIESSEN	Vice-President
Mr R. MAC SHARRY	Member

26/27.X.90

col/DJM/mn

MULTILATERAL TRADE NEGOTIATIONS WITHIN THE GATT FRAMEWORK
(AGRICULTURE CHAPTER)

At the close of a long discussion on the Community's offer for the agriculture chapter of the Uruguay Round negotiations, the Council noted that considerable progress had been made, although some delegations did not regard this as sufficient. As a result, the Council was unable to reach a consensus at the meeting.

The Presidency will be convening a meeting of the General Affairs Council in the very near future.

Bruxelles, le 26 octobre 1990.

433

**NOTE BIO (90) 324 AUX BUREAUX NATIONAUX
cc. aux Membres du Service du Porte-Parole**

SESSION SPECIALE DU CONSEIL : URUGUAY-ROUND - AGRICULTURE (N. Wegter)

Ce matin depuis 10 heures, sous la Présidence du Ministre Italien de l'agriculture, M. Saccomandi, les Ministres de l'agriculture et les ministres du commerce extérieur, se réunissent à Luxembourg. Il s'agit d'une session spéciale ("Jumbo session") afin de chercher des moyens de sortir aujourd'hui de l'impasse dans laquelle se trouvent toujours les négociations au niveau du Conseil concernant la position de la Commission en matière du volet agricole de l'Uruguay Round.

La réunion a été ouverte par une brève introduction du Ministre du commerce extérieur Italien, M. Ruggiero, suivie d'un exposé introductif du Vice-Président Andriessen.

M. Ruggiero a souligné l'importance de cette réunion dont les résultats sont attendus par le monde entier. Il a précisé qu'une décision positive du Conseil aujourd'hui s'impose afin de ne pas compromettre la poursuite de l'Uruguay Round. En même temps, il a constaté qu'apparemment la volonté politique existe de parvenir à des conclusions définitives aujourd'hui, d'ailleurs, condition préalable à l'achèvement des négociations de l'Uruguay Round.

Le Vice-Président Andriessen s'est d'abord félicité de pouvoir rencontrer à nouveau aujourd'hui "ses anciens collègues" responsables de l'agriculture. Pour lui, la cause agricole lui tient toujours à coeur et ceci "contrairement à l'impression qui est donnée dans certains articles de presse".

Il a également souligné l'importance de cette réunion conjointe qui peut affecter directement la poursuite des négociations de l'Uruguay Round. L'importance de ce même round est indéniable : 60% de l'emploi dans la Communauté concerne le secteur des services et 25%, le secteur industriel. En ce qui concerne les exportations communautaires, 60% sont couvertes par des produits industriels et 25% par les services.

Il est absolument essentiel d'aboutir à des résultats positifs dans l'Uruguay Round tant pour la Communauté que pour d'autres partenaires, en premier lieu les PVD. Les marchés de ces derniers pays notamment constituent un potentiel très important pour les exportations futures de la Communauté et d'autre part, ces mêmes PVD ne peuvent pas assurer des chiffres de croissance économiques suffisants sans pouvoir bénéficier de conditions améliorées du commerce sur le plan multilatéral.

La Communauté s'est déjà engagée à accepter des réductions substantielles et progressives de soutien en agriculture et la position de la Commission aujourd'hui dans ce débat reflète parfaitement cet engagement. C'est pourquoi le Vice-Président défend sans aucune hésitation cette même

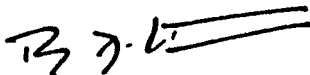
position bien qu'il ait reconnu que certains éléments de cette position, notamment sur le plan de la préférence communautaire et les restitutions l'exportation "ne sont pas impressionnants". Le problème clé du débat d'aujourd'hui est de savoir comment rendre compatibles les intérêts de l'agriculture européenne avec les contraintes internationales. En tous cas, une décision rapide s'impose puisque chaque délai ne peut que compromettre la poursuite des négociations.

Bien sûr la Commission est consciente du caractère énergique de ses propositions, raison pour laquelle elle a confirmé sa volonté de soumettre au Conseil après la conclusion finale de l'Uruguay Round des propositions afin de faire face "aux conséquences injustifiées" résultant de cette conclusion pour les agriculteurs européens. Ces propositions ne peuvent être soumises qu'après que l'Uruguay Round ait été conclu puisque les conséquences concrètes en découlant ne pourront être mesurées qu'à ce moment-là.

Après ces deux exposés, la Présidence a interrompu la session pour permettre "des conversations" distinctement avec chacune des délégations afin d'établir ainsi un nouveau texte de compromis, étant donné que les deux efforts de compromis précédents de la Présidence n'ont pas pu atteindre leurs objectifs.

Si la procédure de la Présidence se confirme, ce qui implique donc des conversations bilatérales à laquelle assisteront du côté de la Présidence M. Saccomandi et M. Ruggiero, et du côté de la Commission, le Vice-Président Andriessen et M. Mac Sharry, les Ministres pourraient être saisis d'une première esquisse d'un texte de compromis à l'occasion de leur déjeuner de cet après-midi. Ce n'est qu'après ce déjeuner que la session plénière reprendra.

Amitiés,
B. Dethomas



Luxembourg, 26 October 1990.

Blo(90)324 (suite 1 et fin) AUX BUREAUX NATIONAUX
CC. AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

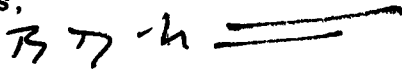
Agriculture and Trade Council (J. Cooney)

After the opening plenary session the Presidency, in collaboration with the Commission, held bilateral consultations with the Ministers. These produced a draft Council Statement, which after further modification found a large measure of agreement. One delegation (France) however indicated its unwillingness to approve the text. Another delegation (Germany) made known its unwillingness to vote against France. (France's reservation related to its concern that there were insufficient guarantees to protect Community preference regarding imports from third countries. In such a circumstance the Italian President, Mr Ruggiero, did not take a vote. He recommended the convening early in the week of October 28th of a General Affairs Council.

At a news conference Commissioner Mac Sharry praised the efforts of the Italian Presidency in nearly achieving agreement on a document which the Commission would have been prepared to assume its responsibilities.

The draft declaration would have committed the Council to accept the Commission proposal subject to a number of clarifications.

Amities,

Handwritten signature of Bruno Dethomas, consisting of stylized initials 'B D' followed by a horizontal line.

Bruno Dethomas.

